



conseil • expertise comptable • audit

Commissaires aux comptes

Anne Laure Destruel

Thierry Marty

Jérôme Cathala

Thierry Eychenne

Sylvie Maguelonne

ADMR

FEDERATION ADMR DU TARN ET GARONNE

23 rue Alphonse DAUDET

82000 MONTAUBAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

05 63 03 86 65
audit@sodecal.fr

449, Avenue du Danemark
Albasud - BP 364
82000 Montauban

MEMBRE INDÉPENDANT

A U D E C I A

Société de commissaires aux comptes
inscrite sur la liste nationale des
commissaires aux comptes, rattachée à la
Compagnie Régionale des Commissaires
aux comptes de Toulouse
SAS au capital de 7 638 €
RCS Montauban 314 684 481

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

A l'Assemblée Générale de la Fédération ADMR du Tarn et Garonne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Fédération ADMR 82** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, exposé dans la note « Principe, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, concernant l'application des règlements ANC n° 2022-06 et 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté :

- **Evaluation des créances**

Le paragraphe « créances » de l'annexe décrit les méthodes retenues pour évaluer les créances. Nous nous sommes assurés du caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des créances à la clôture de l'exercice ;

- **Comptabilisation des flux d'exploitation**

Nos travaux ont permis de nous assurer que les flux d'exploitation étaient comptabilisés de manière régulière, en termes de réalité et de rattachement à l'exercice 2025.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur des éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de son incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montauban, le 11 juin 2026

SODECAL AUDIT



Thierry MARTY
Commissaire aux comptes

FEDERATION ADMR du TARN & GARONNE						
BILAN ACTIF						
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025						
Présenté en Euros						
ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
<i>Immobilisations Incorporelles</i>			-			
Concessions, brevets, droits similaires, autres immo incorporelles	253 423,64	72 854,36	180 569,28	5,72%	169 791,11	5,75%
<i>Immobilisations Corporelles</i>						
Constructions, bâtiments et autres	893 236,70	131 631,38	761 605,32	24,14%	786 619,41	26,62%
Installations techniques, matériels & outillages	153 786,05	115 622,67	38 163,38	1,21%	36 745,71	1,24%
<i>Immobilisations Financières</i>			-			
TOTAL (I)	1 300 446,39	320 108,41	980 337,98	31,07%	993 156,23	33,61%
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et En-cours						
Créances						
Créances usagers & comptes rattachés	872 253,80	-	872 253,80	27,64%	770 770,88	26,09%
Autres créances	280 250,73		280 250,73	8,88%	350 906,70	11,88%
Charges constatées d'avance	149 513,26	-	149 513,26	4,74%	130 406,30	4,41%
Valeurs mobilières de placement						
Disponibilités	873 037,20	-	873 037,20	27,67%	709 447,54	24,01%
TOTAL (II)	2 175 054,99	-	2 175 054,99	68,93%	1 961 531,42	66,39%
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)	-		-			
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Ecarts de conversion et différence d'évaluation (VI)						
TOTAL ACTIF	3 475 501,38	320 108,41	3 155 392,97	100,00%	2 954 687,65	100,00%
Fédération ADMR du Tarn et Garonne						

FEDERATION ADMR du TARN & GARONNE					
BILAN PASSIF					
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025			Présenté en Euros		
PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise	71 841,35	2,28%	71 841,35	2,43%	
Fonds propres avec droit de reprise	7 622,45	0,24%	7 622,45	0,26%	
Réserves					
Report à nouveau	748 464,25	23,72%	603 448,77	20,42%	
Résultat de l'exercice	21 991,13	0,70%	145 015,48	4,91%	
	-				
Situation nette	849 919,18	26,94%	827 928,05	28,02%	
Fonds propres consommables					
<u>Subventions d'investissement</u>	24 933,32	0,79%	27 199,99	0,92%	
TOTAL I	874 852,50	27,73%	855 128,04	28,94%	
FONS REPORTES DEDIES					
TOTAL II	-		-		
PROVISIONS	35 851,54	1,14%	40 153,30	1,36%	
TOTAL III	35 851,54	1,14%	40 153,30	1,36%	
DETTES					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	535 030,01	16,96%	561 761,04	19,01%	
Emprunts et dettes financières diverses	1 092 708,99	34,63%	937 483,24	31,73%	
Dette fournisseurs et comptes rattachés	254 736,06	8,07%	246 088,09	8,33%	
Autres	362 213,87	11,48%	234 733,17	7,94%	
Produits constatés d'avance	-	0,00%	79 340,77	2,69%	
TOTAL(IV)	2 244 688,93	71,14%	2 059 406,31	69,70%	
Ecart de conversion et différence d'évaluation (VI)					
TOTAL PASSIF	3 155 392,97	100,00%	2 954 687,65	100,00%	
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					
Fédération ADMR du Tam et Garonne					

FEDERATION ADMR du TARN & GARONNE								
COMPTE DE RESULTAT								
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025								
Présenté en Euros								
COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2025 (12 mois)		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION								
Vente de marchandises	-		-		-		-	
Prestations de services	2 275 876,00		2 275 876,00	87,54	2 241 422,64	86,73	34 453,36	1,54
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION								
Subventions d'exploitation			166 619,62	6,41	130 501,54	5,05	36 118,08	27,68
Cotisations			-	-	-	-	-	-
Autres produits			112 196,66	4,32	21 543,13	0,83	90 653,53	N/S
Reprise sur provisions, dépréciations			40 705,76	1,57	-	-	40 705,76	
Transfert de charges			-	-	134 632,41	5,21	- 134 632,41	- 100,00
TOTAL I			2 595 398,04	99,83	2 528 099,72	97,82	67 298,32	2,66
CHARGES D'EXPLOITATION								
Achats de marchandises			144 665,84	5,61	149 926,48	6,15	- 5 260,64	
Autres achats et charges externes			696 307,17	27,01	807 732,30	33,11	- 111 425,13	- 13,79
Impôts, taxes et versements assimilés			115 269,95	4,47	99 218,52	4,07	16 051,43	16,18
Salaires			1 079 769,82	41,89	896 107,74	36,73	183 662,08	20,50
Cotisations sociales			403 370,56	15,65	350 401,98	14,36	52 968,58	15,12
Autres charges de personnel			44 949,06	1,74	34 526,63	1,42	10 422,43	30,19
Dotations aux amortissements et aux dépréciations			73 791,22	2,86	38 911,28	1,60	34 879,94	
Autres charges			6 626,64	0,26	5 889,25	0,24	737,39	12,52
TOTAL II			2 564 750,26	99,49	2 382 714,18	97,68	182 036,08	7,64
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)		30 647,78		145 385,54		- 114 737,76	- 78,92
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)								
PRODUITS FINANCIERS								
Autres intérêts et produits assimilés			4 531,93	0,17	4 465,81	0,17	66,12	1,48
TOTAL III			4 531,93	0,17	4 465,81	0,17	66,12	1,48
CHARGES FINANCIERES								
Intérêts et charges assimilées			12 524,58	0,49	13 386,92	0,55	- 862,34	- 6,44
TOTAL IV			12 524,58	0,49	13 386,92	0,55	- 862,34	
2 - RESULTAT FINANCIER	(III-IV)		- 7 992,65		- 8 921,11		928,46	- 10,41
3- RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(I-II+III-IV)		22 655,13		136 464,43		- 113 809,30	- 83,40
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)					51 835,53	2,01	- 51 835,53	- 100,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)					42 784,48	1,75	- 42 784,48	- 100,00
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL					9 051,05		- 9 051,05	- 100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)								
Impôts sur les bénéfices (VIII)			664,00	0,03	500,00	0,02	164,00	32,80
TOTAL DES PRODUITS	(I+III+V)		2 599 929,97	100,00	2 584 401,06	100,00	15 528,91	0,60
TOTAL DES CHARGES	(II+IV+VI+VII+VIII)		2 577 938,84	100,00	2 439 385,58	100,00	138 553,26	5,68
EXCEDENT OU DEFICIT			21 991,13		145 015,48		- 123 024,35	- 84,84

Fédération ADMR de Tarn-et-Garonne

FÉDÉRATION ADMR DE TARN-ET-GARONNE

Au 31 Décembre 2025

3. ANNEXES

Annexe association

PRÉAMBULE

La fédération ADMR est une association loi 1901. Sa vocation est de fédérer les associations du département, adhérentes à l'Union Nationale ADMR et d'apporter un soutien technique, administratif et comptable à ces associations.

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **3 155 392 ,97 €**. Le résultat net comptable est un excédent de **21 991,13 €**.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 04/05/2026 par les dirigeants.

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

MÉTHODE GÉNÉRALE

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2025 ont été établis et présentés conformément :

- Aux dispositions du code de commerce ;
- Aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général ;
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC N°2020-08
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2022-06
- Aux dispositions spécifiques du règlement ANC n°2023-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Annexe association (suite)

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Évaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Annexe association (suite)

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03. Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués :

Les changements suivants ont été effectués pour l'Actif :

- Les « autres immobilisations incorporelles » ont été reclassées sur la ligne « concessions brevets, licences »
- Les « autres immobilisations corporelles » ont été reclassées sur la ligne « installations techniques, matériels et outillages »
- Les rubriques de stock détaillé apparaissent désormais sur une seule ligne « stock et en-cours »
- Les « avances et acomptes sur commandes » ont été reclassées en « autres créances »
- La ligne « charges constatées d'avance » a été reclassée au-dessus des « valeurs mobilières de placement »

Les changements suivants ont été effectués pour le Passif :

- La ligne « fonds statutaires » est renommée « fonds propres statutaires »

Les changements suivants ont été effectués pour le Compte de Résultat :

- Les transferts de charges précédemment classés en produits d'exploitation dans la rubrique « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges » sont supprimés.
- Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment classés en produits exceptionnels sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ».
- Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont reclassées en produits d'exploitation sur la ligne concours publics et subventions d'exploitation.
- Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées ».
- Le poste « Salaires et traitement » est reclassé dans le poste « Salaires ». Le poste « Charges sociales » est reclassé dans le poste « Cotisations sociales ». Ces reclassements n'ont pas d'impacts sur le contenu de ces rubriques.
- Les pénalités et amendes fiscales précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Autres charges ».
- Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées. Les produits exceptionnels apparaissent désormais sur une seule ligne, « Total des produits exceptionnels ».
- Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées. Les charges exceptionnelles apparaissent désormais sur une seule ligne « Total des charges exceptionnelles ».

Incidence comptable suite à la modernisation des états financiers

Agrégats	Montant 2024	Présentation 2024	Montant 2025	Présentation 2025
Autres charges exceptionnelles exercice antérieur	2 631,18 €	Exceptionnel		Exploitation
Dotation provision pour risque	40 153,30 €	Exceptionnel	35 851,54 €	Exploitation
Autres produits exceptionnels exercice antérieur	3 507,96 €	Exceptionnel		Exploitation
Reprise provision pour risque	45 904,90 €	Exceptionnel	40 153,30 €	Exploitation
Transfert charges d'exploitation	42 256,15 €	Transfert charges	3 304 €	Exploitation
Remboursement frais de formation	75 639,76 €	Transfert charges	72 053 €	Exploitation
Remboursement Groupama Prévoyance Salariés	2 471,46 €	Transfert charges	4 196,29 €	Exploitation
Remboursement d'assurances (sinistres)	11 250,55 €	Transfert charges	10 767,28 €	Exploitation
Remboursement Frais de déplacements (UN)	3 014,49 €	Transfert charges	3 669 ,92 €	Exploitation
Quote-Part de subvention virée au résultat	2 422,67 €	Exceptionnel	2 266,67 €	Exploitation

Annexe association (suite)

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	239 108			239 108
Immobilisations corporelles	1 036 769	7 330		1 044 099
Immobilisations financières				-
TOTAL	1 275 877	7 330	-	1 283 207

Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	69 318	3 537		72 855
Immobilisations corporelles	213 403	33 850		247 253
Titres mis en équivalence				-
Autres immo financières				-
TOTAL	282 721	37 387	-	320 108

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amort	Provision	Valeur nette	Durée amort
Concess. Dts similaires	2 108	2 108		-	3 ans
Autres immos incorp	237 000	70 746		166 254	67 ans
Terrain	54 786	-		54 786	non amortissable
Bâtiments sol propre	735 903	88 420		647 483	30 ans
C Agencements sol autrui	31 675	31 475		200	de 6 à 15 ans
Matériel	5 882	551		5 331	de 5 à 10 ans
Inst Gén, agencts, aménagts	64 990	11 185		53 805	de 10 à 30 ans
Matériel de transport	15 381	11 133		4 248	de 5 à 10 ans
Mat bureau & informatique	92 319	86 759		5 560	de 1 à 15 ans
Mobilier	43 163	17 731		25 432	de 3 à 15 ans
TOTAL	1 283 207	320 108	-	963 099	

Annexe association (suite)

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Échéances jusqu'à 1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant			
Créances usagers	872 254	872 254	
Autres créances	280 251	280 251	
Charges constatées d'avance	149 513	149 513	
TOTAL	1 302 018	1 302 018	-

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	-
Subventions et financements	-
Autres produits à recevoir	47 867
TOTAL	47 867

Annexe association (suite)

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	71 841				71 841
Fonds propres avec droit de reprise	7 622				7 622
Ecart de réévaluation					-
Réserves					-
Report à nouveau	603 449	145 015			748 464
Excédent ou déficit de l'exercice	145 015		21 991	145 015	21 991
Situation nette	827 928	145 015	21 991	145 015	849 919
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	27 200			2 267	24 933
Provisions réglementées					
TOTAL	27 200		-	2 267	24 933
TOTAL GENERAL	855 128	145 015	21 991	147 282	874 852

Emprunts auprès des Etablissements de crédit

Banque	Date	Durée en mois	Montant initial	Solde capital 01/01	Remboursement année		Solde capital 31/12	Garantie
					Intérêts	Capital		
CA	15/11/05	240	147 000	7 639,02	143,83	7 639,02	-	
CE	18/05/22	300	600 000	554 122,02	12 380,75	19 092,01	535 030,01	Hypothèque
		Total	747 000	561 761	12 525	26 731	535 030	

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit CA	-	-		
Etablissements de crédit CE	535 030	31 473	157 364	346 193
Dettes financières diverses	1 092 709	1 092 709		
Fournisseurs	206 094	206 094		
Dettes fiscales et sociales	217 358	217 358		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	48 642	48 642		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	2 099 833	1 596 276	157 364	346 193

Annexe association (suite)

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant	
Emprunts et dettes établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Fournisseurs	9 423	
Dettes fiscales et sociales	217 358	
Autres dettes		
TOTAL	226 781	

Etat des provisions pour risques et charges

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques : inaptitude	40 153	35 852	40 153	35 852
TOTAL	40 153	35 852	40 153	35 852

Effectif

En 2025, l'effectif moyen employé pendant l'exercice est de 28,86 ETP.

La répartition des effectifs par catégorie est détaillée dans le tableau suivant.

Employés, techniciens, Agents de maîtrise	22,04
Cadres & ingénieurs	6,32
Total	28,86

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Concours publics et subventions

	Report à nouveau	Reçu en 2025	Reçu d'avance	A recevoir	Utilisation en 2025	
Subv communales		7 285			285	
Subv CD CPOM		4 003			4 003	
Subv Union Nationale ADMR	12 087	5 700	17 787	19 235	37 022	
Subv Téléassistance		7 160			7 160	
Subv CD avenant 43		105 549			105 549	
Subv Ministère du travail				3 333	3 333	
TOTAL	12 087	129 697	17 787	19 235	157 352	

Annexe association (suite)

DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

Produits à recevoir = 47 867 €

Produits à recevoir sur autres créances		Montant
40980000	Avoirs à recevoir	796
46700000	Divers produits à recevoir	47 071
	TOTAL	47 867

Charges constatées d'avance = 145 913 €

Charges constatées d'avance		Montant
48600000	Charges constatées d'avance	145 913
	TOTAL	145 913

Charges à payer = 226 781 €

Dettes fournisseurs et comptes rattachés		Montant
40810000	Fact non parvenues	9 423
	Total	9 423
Dettes fiscales et sociales		Montant
42820000	Congés à payer	117 197
42820001	RTT à payer	
42820003	CET à payer	9 203
43820000	Charges sociales Congés à payer	65 332
43820001	Charges sociales RTT à payer	
43820002	Charges sociales CET à payer	5 600
44700001	Uniformation	9 294
44810000	Etat impôt à payer	10 732
	TOTAL	217 358

Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant		
48700000 Produits constatés d'avance	-		
TOTAL	-		

Commissariat aux comptes

Détail des honoraires	SODECAL
Honoraires afférents à la certification des comptes	8 904 €
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	-
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	-
Total	8 904 €